

A la découverte de **KÉDOUGOU**



VISITE DE L'ATELIER DU GIE
KOKA CLUB



RENCONTRE AVEC LES ENFANTS
ORPAILLEURS À TENKOTO



ATELIER RÉGIONAL
JOKKALE



INTERVIEW DU PR MBAYE,
PSYCHOLOGUE AU CEGID



Située à plus de 700 kilomètres de Dakar, Kédougou, est une figure à part dans le tissu régional sénégalais. C'est une terre de contrastes et de brassage culturel, où des nationalités multiples de côtoient. Mais Kédougou

n'est pas uniquement l'image d'épinal qu'on peut s'en faire.

Il n'y a pas que des montagnes et de magnifiques paysages à Kédougou. Non, cette zone, nouvellement érigée en région ne se réduit pas aux belles chutes d'eau de Dindifelo, encore moins aux parcours touristiques que proposent les voyagistes, aussi dépayés soient-ils. Kédougou, n'est pas seulement cette terre aurifère où l'on peut creuser un puits dans sa cour. Ses troupeaux de vaches repues qui paissent tranquillement, la peau brillante, n'en montrent pas une fidèle image. Alors qu'est-ce que Kédougou ? Terre de contrastes et de paradoxes, cette région, qui compte plus de femmes que d'hommes vit dans une pauvreté et un sous-développement endémiques. Pour le savoir, ou pour le voir, il faut quitter le centre et avancer plus loin, dans les parties qui ne connaissent pas encore le goudron. Ou suivre une des nombreuses ONG qui quadrillent la région pour apporter un peu d'aide à des populations démunies.

L'équipe du projet Jikkale s'est rendue à Kédougou du 19 au 22 septembre, en compagnie de World Vision et du Cegid. Au programme de ces journées, des visites de courtoisie, un forum avec les enfants orpailleurs à Tenkoto, un atelier régional et la visite de l'unité de transformation du Koba Club. Vous trouverez dans les pages suivantes le récit détaillé de ce périple.

Au sommaire de ce numéro 3 de la Newsletter Jikkale, la rentrée des quelques projets, surtout ceux travaillant dans la sécurité

alimentaire. Qu'ils oeuvrent à Dakar ou en région, ils nous présentent les perspectives et les actions prévues durant le reste de l'année.

C'est également la rentrée pour Jikkale qui débute ce mois d'octobre avec une nouvelle coordinatrice : Emeraude Lachaux, une perle lorraine perdue en terre sénégalaise. Nous lui souhaitons la bienvenue. Elle remplace Fanny OTT, partie pour d'autres aventures professionnelles.

Bonne lecture !

Alioune NDIAYE
Conseiller en communication

RESTONS CONNECTÉS !

RDV Jokko du 7 juillet 2016. L'équipe de Jikkale a organisé son second rendez-vous Jokko, consacré au Suivi-Evaluation de projet, dans les locaux du Samu Social Sénégal, à Ouakam. Il fait suite au premier Rdv Jokko, consacré au démarrage de projet.

Les temps forts de cette rencontre ont été la présentation du manuel de procédures internes du Samu Social Sénégal, par Isabelle de GUILLEBON. Elle a levé une équivoque souvent entretenue : concevoir un manuel de procédures est utile ! En effet, les procédures, si elles rebutent dans un premier temps, peuvent s'avérer être au fil du temps, un outil efficace pour assurer le management au quotidien.

La seconde présentation a porté sur l'enregistrement des temps de travail. Léon DIOUF, responsable administratif et financier de l'ong belge ADG, a montré l'importance d'avoir un système d'enregistrement du temps de travail, surtout lorsque l'institution travaille simultanément sur plusieurs projets.



Dadjé Thématique sur la protection de l'enfance, du 03 août 2016. Après des rencontres regroupant les projets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il était temps d'en organiser une qui rassemble les bénéficiaires oeuvrant dans le domaine de la protection de l'enfance. La salle de l'hôtel Djoloff était comble durant cette matinée. La rencontre a débuté par les présentations de Mme Karolina STASIAK, chef de section, conseiller politique à l'UE et Mme Anna BERGEOT. Elles ont rappelé l'importance de la protection de l'enfance pour l'UE, qui figure en tête des priorités de la délégation au Sénégal. En ce sens, celle-ci compte beaucoup sur le projet Jikkale pour faire remonter les informations des acteurs du terrain, et auxquelles elle n'a pas forcément accès.

La mesure prise par l'Etat du Sénégal de retirer tous les enfants de la rue a été également un point focal de la réunion. En effet, si tout le monde semble d'accord sur son intérêt voire son urgence, le sentiment le plus partagé est l'incompréhension, car c'est une décision unilatérale à laquelle les principaux acteurs n'ont pas été associés. Au fil des différentes interventions, il est apparu nécessaire que les OSC mettent leur pierre à l'édifice. Ainsi, les membres du réseau qui étaient présents ont décidé de réaliser un document de positionnement dans lequel ils donneraient des pistes pour accompagner le retrait des enfants de la rue par l'Etat. Ce document déjà qui est déjà validé sera bientôt disponible sur notre site web.



Kédougou

L'équipe du projet Jokkale s'est rendue à Kédougou du 19 au 22 septembre, en compagnie de World Vision et du Cegid. Au programme de ces journées, des visites de courtoisie, un forum avec les enfants orphelins à Tenkoto, un atelier régional et la visite de l'unité de transformation du Koba Club.

L'objectif était de regrouper tous les bénéficiaires du projet (protection de l'enfance et sécurité alimentaire et nutritionnelle) à travers une rencontre, afin de favoriser une connaissance

mutuelle et donc le renforcement des synergies entre les projets de la zone, même si les domaines d'intervention sont différents. Tous les partenaires étaient présents. Ils ont chacun présenté les projets, et diverses pistes de collaboration se sont enclenchées, notamment à travers WVI, organisme incontournable dans la zone, par son maillage efficace du terrain. A la suite, une formation photo a été dispensée par le conseiller en communication. Dans l'après-midi, en compagnie des bénéficiaires, nous avons déjeuné au Koba Club, avant d'enchaîner sur une visite de leur unité de transformation. Cette visite a été l'occasion d'en connaître un peu plus sur les méthodes de transformation d'aliments du Koba Club et surtout l'histoire de ce GIE qui fait figure de pionnier dans la promotion du Fonio à Kédougou.



DES DISCUSSIONS POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À RUFISQUE

Les locaux du CRFA ont accueilli le 28 juillet à Rufisque la cérémonie officielle de lancement du cadre de concertation du département de Rufisque, mis en place en partenariat avec le GRDR et CICODEV. Ce cadre de concertation fait partie des axes du projet Système alimentaire durable et lutte contre la malnutrition en région de Dakar (SADMAD).

La secrétaire du Conseil départemental de Rufisque, Mme Aïssatou SENE nous en dit un peu plus sur ce cadre de concertation.

«L'objectif principal de ce cadre de concertation est de permettre à tous les acteurs du département de donner leur contribution dans l'élaboration du plan alimentaire territorial. Nous avons identifié un certain nombre de thématiques telles que la sécurisation foncière ou le manque d'eau, sur lesquelles le cadre de concertation doit réfléchir afin que ce plan permette à Rufisque de lutter contre l'insécurité alimentaire et de sécuriser les terres pour l'agriculture.»



Les acteurs de cet espace d'échanges privilégié sont d'origines diverses. Il y'aura des commerçants, des transformateurs de produits alimentaires, les services administratifs du domaine de l'agriculture, de l'éducation, des groupements de femmes,

des ONG et d'autres organismes ayant des activités dans la commune de Rufisque. Au début, les membres se réuniront une fois par mois, pendant un semestre, et ensuite, de façon trimestrielle durant le reste du projet. La finalité des discussions et échanges sera de renforcer le plaidoyer au niveau de l'Etat afin que des terres soient réservées exclusivement à l'agriculture et que les revenus issus de l'agriculture augmentent, et l'agriculture familiale maintenue.»



GRDR, UNE RENTRÉE CHARGÉE !

Pour un projet qui travaille en partie avec les écoles, rentrée rime avec travail ! En premier lieu, le SADMAD prépare la reprise des quatre cantines scolaires que le projet appuie dans la région de Dakar. L'équipe s'attelle également à la mise en place d'une nouvelle cantine à l'école



Matar Seck de Rufisque Est. Dans ces cantines, la formule de deux déjeuners par semaine, et la distribution de pains à base de céréales locales, les trois autres jours sera reprise. Il est également prévu de relancer les activités de micro-jardinage et de démarrer le micro-élevage. Le mois de septembre a été marqué par l'organisation d'un atelier méthodologique avec le Conseil départemental de Rufisque, CICODEV et les consultants sélectionnés pour préparer la réalisation des études sur l'évolution des comportements alimentaires, la contribution des exploitations familiales de la région de Dakar, le système alimentaire du département de Rufisque et l'analyse des filières bouye, jujube et patate douce. Ces études se dérouleront sur trois mois et seront diffusées en début d'année. Avec l'ITA, le processus de recherche développement sur la conception d'un biscuit à base de bouye, jujube et patate douce se poursuit. Dans la réserve naturelle communautaire du Boundou, les mois à venir seront consacrés à la démultiplication de la formation faite par l'ITA sur la transformation de la patate douce et à l'installation d'une unité de transformation.

LA SOUFFRANCE DES VICTIMES, CETTE GRANDE OUBLIÉE



«Les conséquences les plus dramatiques en cas de violences sexuelles sont les conséquences psychologiques. Cette souffrance invisible, qui assaille et déstructure la personnalité du sujet, l'installe dans quelque chose d'innomable. Il entre dans une spirale de peur, d'angoisse, de baisse d'estime de soi et de manque d'énergie pour vivre. Notre travail, c'est de réhabiliter cette personne afin qu'elle retrouve une trajectoire de vie normale, qu'elle parvienne de nouveau à s'adapter, que ses facultés intellectuelles, sociales soient restaurées afin qu'elle atteigne un mieux-être émotionnel. Notre travail est difficile parce qu'il s'inscrit sur le long terme. C'est un accompagnement pour aider la personne à comprendre ce qu'elle a vécu comme horreurs afin de mobiliser ses énergies et d'être résiliente. La résilience est nécessaire ici, parce qu'elle s'appuie sur les ressources personnelles du sujet mais aussi sur la communauté humaine qui l'entoure. En cas d'agression sexuelle, dans ce pays, les victimes deviennent souvent responsables, on les traite comme coupables. Insuffisamment protégées, elles sont dessaisies de leur drame, au nom de la cohésion du groupe familial et du sentiment de l'honneur de la famille. On oublie leur souffrance pour mettre en place un dispositif de restauration de la famille.

Notre travail s'inscrit dans une dynamique assez noble à travers laquelle nous recherchons, avec la victime, les différents symptômes qui se révèlent et qui peuvent être handicapants. Nous cherchons également avec quelles ressources ces victimes peuvent se reconstituer. La moyenne d'âge des enfants victimes de ce type d'agression est de 14 ans. Ils sont en général déclassés. En tant que victimes, dans la société, ils perdent leur statut d'enfant, on ne place plus d'espoir en eux. Nous essayons de travailler aussi avec les familles pour retisser les liens avec l'enfant afin qu'il ne soit pas exclu ou marginalisé. Nous arrivons ainsi à faire une alliance thérapeutique pour que les symptômes soient reconnus et accompagnés, et que l'ensemble des postures et attitudes qui peuvent aider l'enfant à mieux être soient convoqués dans le champ relationnel.»

«S'appuyer sur les ressources personnelles du sujet mais aussi sur la communauté humaine qui l'entoure.»

Par Serigne Mor MBAYE,
Directeur du Cegid.

Présentation du CEGID

Le Centre de Guidance Infantile et Familiale (CEGID) est une Organisation Non Gouvernementale créée il y a 30 ans par le Pr. Serigne Mor MBAYE, psychologue clinicien. Depuis 2009, elle développe un programme de lutte contre la maltraitance et les abus sexuels sur les enfants au Sénégal (formation, mise en réseau des acteurs, prévention et accompagnement psychosocial) à travers le concept d'observatoires de lutte contre la maltraitance et les abus sexuels mis en place à Dakar, Thiès et Mbacké. Le projet vise à redynamiser ces observatoires et en créer un nouveau à Kédougou. La particularité du CEGID est d'offrir des services de prise en charge psychologique aux enfants victimes et à leurs familles, volet dont l'importance est sous-estimée par les acteurs de la protection de l'enfance.

LES SAVIEZ-VOUS ?

La production alimentaire mondiale doit augmenter de 50 % pour pouvoir nourrir les 9 millions d'habitants que comptera la planète d'ici 2050.

FORUM AVEC LES ENFANTS ORPAILLEURS À TENKOTO

World Vision, en partenariat avec le Cegid, a organisé un troisième forum avec les enfants orpailleurs, le 21 septembre à Tenkoto. A travers des animations et des discussions, l'objectif était de sensibiliser les enfants sur les risques et les dangers qu'ils encourent à pratiquer l'orpaillage traditionnel. Sous la houlette d'animateurs communautaires locaux, ils ont listé ces risques et déterminé des pistes de solutions.

Les enfants issus des villages de Tenkoto et NGari, ainsi que les chefs de village, les chefs d'exploitation et des membres des comités locaux de protection étaient présents. Toute la matinée, ils ont échangé sur la pratique de l'orpaillage traditionnel et ses risques sur les enfants. L'objectif principal de ce forum était d'amener les enfants à une meilleure prise de conscience des risques liés à l'orpaillage. Ils ont également identifié les acteurs responsables de leur protection, leurs rôles et responsabilités et enfin, ils ont tenté de trouver des pistes

de solutions. La problématique des enfants orpailleurs est complexe, car elle fait intervenir une multitude de paramètres sur lesquels un projet, surtout lorsqu'il n'est pas inscrit sur la durée, ne peut agir : pauvreté endémique, sol peu fertile, manque d'eau, espoirs suscités par l'orpaillage etc.

Depuis la découverte de l'or dans la région, l'orpaillage est devenu l'activité centrale dans les familles. Cela crée une certaine désaffection envers les autres types de travaux tels que l'agriculture. Ces activités d'orpaillage génèrent des revenus aléatoires certes, mais permettent aussi de gagner de l'argent très rapidement. Or, elles favorisent le travail des enfants, qui du fait de leur taille sont utilisés pour entrer dans les puits d'or ou encore pour effectuer les tâches annexes. Ils sont donc exposés à des risques multiples, d'où l'importance pour les projets présents dans la région de faire de la sensibilisation le point d'orgue de leurs interventions.



REVALORISER LES ANCIENNES PRATIQUES DE PROTECTION DES ENFANTS

Ce forum de Tenkoto est un cadre d'échanges qui donne aux enfants l'occasion de s'exprimer sur les difficultés vécues dans les mines d'or. On leur a laissé la possibilité de trouver des solutions pour faire face à ces

difficultés. Leur présence est donc d'une importance capitale.

Nous avons déjà tenu un forum à Kharakhéna, Tomboronkoto. Le prochain aura lieu à Moussala. Tous nos forums se tiennent dans les villages où existent des sites d'extraction d'or. Certains sont homologués par l'Etat, d'autres non. Les enfants y sont utilisés pour aider les adultes. Ils descendent dans les puits, avec tous les risques que cela comporte : manque d'oxygène, exigüité, éboulements, poussières etc.

Pour rendre plus efficace le travail de sensibilisation, nous avons convoqué les toumbouloumans, ces fameux chefs d'exploitation des sites d'orpaillage. Leur présence est essentielle, puisqu'ils peuvent faire cesser le travail des enfants dans les diouras.

En dehors de cela, il existe des comités de protection que nous venons renforcer ou redynamiser en cas de léthargie. Nous organisons en ce sens des formations, et menons diverses actions pour renforcer leurs activités de protection.

Nous organisons également des forums communautaires de pratiques endogènes de protection des enfants. En effet, nous nous appuyons sur les chefs de villages, les Imams, les Evêques et autres leaders communautaires pour revaloriser les anciennes pratiques de protection des enfants.

*Ansoumana Diédhiou, superviseur technique
Observatoire de lutte de la maltraitance, Cegid*



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le nombre global d'enfants en situation de travail des enfants a diminué d'un tiers depuis l'année 2000, passant de 246 millions à 168 millions. Plus de la moitié d'entre eux, c'est-à-dire, 85 millions effectuent des travaux dangereux (ils étaient 171 millions en 2000).

«La situation des enfants à Kédougou est alarmante»

L'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) est un département du Ministère de la justice. Sa mission est de prendre en charge deux catégories d'enfants : les enfants en danger et les enfants en conflit avec la loi. Les enfants en danger sont les enfants dont l'éducation, la sécurité, la santé, la moralité sont menacées ou insuffisamment sauvegardées. En font partie les enfants maltraités, ceux n'ayant pas d'état civil, ceux victimes d'abus et de maltraitance. Quant aux enfants en conflit avec la loi, c'est tout enfant qui commet un acte puni et interdit par la loi.

La situation à Kédougou est alarmante, cependant, des efforts ont été faits. Car au départ, les populations ne connaissaient pas les droits des enfants. Même si elles ne les respectent pas toujours, elles savent maintenant que les enfants ont des droits.

L'orpaillage complique la situation des enfants, car il les expose à nombre de risques qui menacent leur santé physique et morale.

L'AEMO est présente à Kédougou depuis 2009. Les projets font d'excellentes choses, mais des pistes d'amélioration existent toujours. La difficulté dans la zone est la situation de léthargie dans laquelle réside le comité départemental de protection des enfants qui provoque un manque d'un cadre d'échanges et de rencontre pour réunir tous les acteurs et impulser une synergie.

*Baba Lissa NDIAYE, éducateur spécialisé, AEMO de Kédougou.
Chargé du bureau de la liberté surveillée.*



Développer une meilleure compréhension de la souffrance des enfants victimes de violence.



Le Cegid, en tant que partenaire d'exécution de World Vision dans la mise en oeuvre du projet sur la protection des enfants, organise une série de formations à l'intention des acteurs directs de la protection de l'enfance pour une meilleure prise en compte des souffrances des victimes.

L'objectif des formations en appui psychosocial est de faire prendre conscience aux acteurs de la protection de l'enfance les conséquences des violences sexuelles sur les enfants. Elles sont destinées aux sages-femmes, médecins, avocats, policiers, magistrats, enseignants etc.

La prise en compte des souffrances des victimes est bien souvent négligée. On comprend ce qu'est un enfant victime, mais l'impact immédiat sur sa vie est sous-estimé. Les professionnels se limitent à faire leur travail, c'est-à-dire, établir un certificat médical, faire une audition, effectuer le jugement du tribunal. Ce qui fait qu'ils n'ont pas encore pris conscience de la nécessité d'avoir une écoute adaptée aux souffrances des victimes.

L'accueil et l'écoute sont la base d'une consultation médicale, d'une

audition policière, ou encore d'une audience au tribunal. Si elles sont inadaptées, des traumatismes secondaires peuvent en découler chez les victimes. Ils se limitent bien souvent à la réponse d'urgence, médicaux, juridiques avant de classer le dossier.

Notre objectif également, c'est de créer un lien entre les professionnels et l'observatoire pour qu'ils nous réfèrent les victimes afin qu'on puisse faire le suivi psychologique. En effet, les violences sexuelles ont des répercussions sur le long terme, ce qui fait que le travail peut durer des années.

Le changement de comportement passera inévitablement par une prise en compte des souffrances des victimes. Le discours le plus répandu est qu'une victime est coupable. Nous essayons d'aller contre ces préjugés. Ce que nous disons aux communautés, c'est que la petite fille de 6 ou 7 ans n'est pas coupable, même si elle s'habille d'une certaine façon.

Les formations ont lieu sur une durée de 5 jours. Elles sont progressives et mises en parallèle avec le vécu personnel et le vécu des victimes. Notre approche permet aux professionnels de se mettre à la place des victimes. Six séries de formations sont prévues du 26 septembre au 28 octobre. Nous débuterons par Thiès, puis Mbacké pour finir à Kédougou. Elles porteront sur les répercussions psychologiques des violences, l'accueil, l'écoute et l'accompagnement psychosocial.

Par Mélissa Beaussir, Coordonnatrice du CEGID

Kédougou en chiffres

La région de Kédougou est issue du découpage de l'ancienne région de Tambacounda. Elle est créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er Février 1972 portant organisation de l'Administration Territoriale et Locale.

16 896 KM²

151 357 habitants (2013)

1,1% de la population du Sénégal

Découpage administratif :

03 départements (Kédougou, Salémata et Saraya)

06 arrondissements (Bandafassi, Fongolimbi, Dakatéli, Dar Salam, Bambou, Sabodala)

20 collectivités locales (1 région, 3 communes et 16 Communautés Rurales)

317 villages





Action féminine pour la nutrition, Kédougou

Depuis l'atelier de lancement qui marque le démarrage officiel du projet à Kédougou, les activités ont été orientées vers la sensibilisation autour du projet. Les cibles principales ont été les bénéficiaires directs du projet, les autorités administratives locales, et les élus locaux. Après cette campagne de

sensibilisation, les activités pour l'essentiel ont tourné autour de la constitution des groupes ressources, l'établissement de la situation de référence du projet et les visites de courtoisie et de travail auprès des services techniques et des projets et programmes de nutrition et sécurité alimentaire.



La rentrée de Oxfam à Kédougou. Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2000 familles pauvres et très pauvres

La seconde année d'exécution du projet se termine. D'ici quelques mois nous entamerons la troisième année, au cours de laquelle beaucoup d'activités sont prévues dans les trois volets que sont le WASH, l'EFSL et la Nutrition.

• Volet WASH

Déclenchement des villages FDAL (fin de la défécation à l'air libre)
Sensibilisation sur les domaines à savoir le stockage potabilisation de l'eau, le lavage des mains et les maladies du péril fécal
Appui des bénéficiaires dans la construction de latrines
Activités de communication (radio jungle, confection matériel de visibilité...)

• Volet EFSL (Emergency Food Security and Livelihoods)

Mise en place des 40 parcelles maraichères et le démarrage de l'activité maraichère
Construction et réhabilitation des Banques céréalières villageoises (BCV)
Formation des comités de gestion villageoise par les services de l'Etat et le démarrage de l'activité des BCV
Suivi des récoltes des bénéficiaires par les relais communautaires

• Volet Nutrition

Sensibilisation des bénéficiaires sur le Moringa et son utilisation
Démarrage des activités agro forestières
Suivi des plantes de Moringa
Distribution de semences de Moringa

Pour la suite, nous envisageons terminer les études-diagnostics dont l'élaboration des termes de références et le processus d'identification des acteurs clés est en cours. Ces études portent sur :

- le diagnostic socio-anthropologique de l'alimentation et les déterminants de la malnutrition,
- l'identification des bonnes pratiques alimentaires et des besoins de renforcement des femmes au sein des groupes ressources.
- identification des pratiques et des savoir-faire locaux en matière de production et transformation du fonio, du petit élevage et du maraîchage (diagnostics des filières fonio, petit ruminants et volaille et maraîchage mais aussi de l'analyse des besoins et potentiels de transformation et de conservation)

Les groupes ressources étant constitués et les animatrices déjà opérationnelles, les activités de renforcement des capacités techniques et organisationnelles seront planifiées et se dérouleront à partir du dernier trimestre de l'année 2016. Celles-ci se prolongeront tout au long de la deuxième année. Il s'agira de :

- Renforcer les femmes pour améliorer leurs capacités à diffuser les connaissances et bonnes pratiques en matière de nutrition et d'hygiène,
- Renforcer les femmes des groupes ressources et des animatrices à travers l'alphabétisation fonctionnelle au profit des 30 groupes ressources)
- Former les bénéficiaires aux systèmes de production agro-écologique diversifiée et aux techniques de transformation et de conservation
- Mener une campagne d'Information Education Communication / Communication pour le Changement de Comportement (IEC/ CCC) sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation, nutrition et hygiène vers les communautés
- Soutenir des initiatives locales collectives ou individuelles de diversification et de mise à disposition d'aliments à haute valeur nutritive à travers le Renforcement de la production du fonio, de légumes et à l'amélioration de l'élevage des petits ruminants et de l'aviculture ».

Par Ousseynou BA,

Coordonnateur Projet AfNut à Kédougou



Visite à Tamaguédia

A la lisière de la frontière sénégal-guinéenne, à plus d'une centaine de kilomètres de Kédougou, blotti dans un décor de pierre et d'arbres, dans une somptueuse nature, se trouve Tamaguédia. Un village connu des seules autorités locales, où les populations sénégalaises se croient guinéennes, redéfinissant la notion de nationalité, fortement liée aux lignes frontalières.

On l'atteint après un vrai périple entre pierres, arbres et vastes paysages presque vierges. Quelques champs, rares, au long de la route, des signes de présence humaine dans les alentours. Des signes, parce qu'on ne voit pas l'ombre d'une case dans cet horizon qui ferait le bonheur d'un randonneur.

Au fil des longs kilomètres, sans qu'on s'y attende, la vue se dégage. Des pistes se dessinent. On y arrive enfin, quelques cases, une école... Tamaguédia est un village où Oxfam est la première ONG à mettre les pieds. Si les premières rencontres étaient balbutiantes voire laborieuses, désormais, les habitants du village oeuvrent pleinement au projet «renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2000 ménages pauvres et très pauvres à Kédougou.» Florence Ndour, Chef de projet nous en parle un peu plus.

Tout commence au moment du ciblage des villages devant bénéficier du projet "renforcer la résilience de 2000 ménages pauvres" à Kédougou. Le préfet nous a proposé alors de ne pas se limiter aux zones accessibles. Il nous a donné une liste de villages situés aux frontières du Mali et de la Guinée, qui ne se croyaient même pas sénégalais. Parmi ceux là, le nom de Tamaguédia a émergé. Nous y

avons effectué une première tournée d'exploration afin de vérifier s'il correspondait bien aux critères du projet. Nous y sommes retournés une seconde fois. A notre arrivée, les populations n'en revenaient pas qu'une ONG vienne leur rendre visite pour les écouter et leur apporter un appui. Il nous a fallu du temps avant de faire comprendre l'objet de notre mission. Un notable du village nous a alors dit que nous étions le premier projet à s'intéresser à eux, et qu'il ne fallait pas se décourager car ils avaient vraiment besoin de notre soutien. Lors de cette rencontre à Tamaguédia, les représentants des villages environnants (Moulounga, Sakhoya, Dingari et Wamba) étaient aussi présents. Il y'avait dix représentants par village.

Nous avons fait la cartographie des villages et des ressources disponibles. A la suite de cela, Tamaguédia a été maintenue. En tout il y'a eu 28 bénéficiaires. Ces derniers ont bénéficié de cash, de sensibilisation sur l'hygiène, des semences de nebeday (moringa). Ils recevront bientôt d'autres semences de maïs, de mil etc. Certains d'entre eux ont bénéficié de formation à la transformation du Moringa pour mettre en place des pépinières.»



«La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu de la publication relève de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.»

L'UNION EUROPÉENNE ONLINE

http://eeas.europa.eu/delegations/senegal/index_fr.htm

<https://www.facebook.com/duesenegal>

Et enfin... nous rappelons que Jokkale est à votre service. N'hésitez surtout pas, à nous faire des remarques, des suggestions, à partager les informations, outils ou rapports que vous jugez utiles ainsi que votre agenda (pour alimenter et enrichir cette présente newsletter), et à nous poser des questions, à demander des conseils. Par téléphone ou par mail :

emeraude.lachaux@pfongue.org - 77 488 27 21

Alioune.ndiaye@pfongue.org - 77 488 30 72

<http://pfongue.org/-JOKKALE-.html>